

Europe, on se trouve rassuré contre les chances de guerre.

Depuis que la paix de 1815 a rétabli la libre circulation du commerce dans le monde, tous les peuples civilisés se sont élancés avec une nouvelle ardeur dans la carrière industrielle. Les progrès ont été plus ou moins lents, les succès plus ou moins développés, suivant que chaque nation a été plus ou moins ingénieuse et active, et plus ou moins puissante ; mais chez toutes, la masse de certains produits dépassant les besoins de leur propre consommation, force a été d'aller chercher à l'étranger la vente de ces excédants. Il est résulté de là que, malgré les entraves restrictives qu'impose au commerce le fâcheux système, trop généralement adopté, des protections exagérées aux industries nationales, les peuples ont été forcés d'établir entre eux des relations d'échange et de bonne amitié. Par la seule marche des faits, les causes qui avaient déterminé cette bonne harmonie générale ont augmenté leurs forces à mesure qu'elles exerçaient leur influence. Les choses en sont venues à ce point que les intérêts industriels, autrefois soumis aux volontés de la politique, dominent aujourd'hui sur elle. Les relations commerciales établies entre tous les peuples du monde ont lié leurs intérêts en une solidarité puissante. Ces intérêts sont partout les mêmes : ils veulent la libre et facile circulation des hommes et des choses, parce que de cette libre circulation dépend le succès des industries, c'est-à-dire l'écoulement des produits industriels. Et comme la guerre entraverait nécessairement cette liberté de circulation si nécessaire, tous les peuples ont intérêt à conserver la paix. Sans doute, il ne faudrait pas accepter ces faits comme un empêchement absolu à une guerre ; ce serait là une erreur et un danger. On doit seulement en conclure que tous les peuples desirent le maintien de la paix, parce qu'ils en ont besoin ; on doit en conclure que, pour déterminer une guerre, il faudrait